

Montreuil, le 19 avril 2023

La réforme des retraites est toujours rejetée par l'immense majorité de la population. L'unité syndicale se poursuit sur le mot d'ordre de « RETRAIT ! ». Les mobilisations continuent. Pourtant, le président Macron et ses ministres voudraient « accélérer les réformes » pour faire oublier le déni de démocratie et la répression d'Etat.

Un programme de destruction des services publics et de baisse du coût du travail

Durant son allocution du 17 avril, le président de la République a présenté ses trois futurs grands chantiers : celui du travail, auquel il lie la réforme de la voie professionnelle, celui de l'ordre républicain, et celui du « progrès » (sic), se félicitant de sa politique menée en matière de santé et d'Education nationale !

La voie professionnelle au service de la baisse du coût du travail et coupée de l'Education nationale

« Je veux engager la réforme du lycée professionnel pour que le plus grand nombre de nos adolescents et de nos jeunes accède soit à des formations qualifiantes soit à l'emploi. »

L'alternative « emploi ou qualification » n'est pas innocente. Les objectifs de la réforme sont connus : il s'agit de développer l'apprentissage au détriment de la voie professionnelle sous statut scolaire et de permettre aux entreprises d'utiliser temporairement une main d'œuvre bon marché. Bref, livrer la jeunesse dès le plus jeune âge au patronat, sans garantir l'accès de tous à un diplôme, à une qualification.

Instaurer le « pacte » et donc casser les statuts plutôt que d'augmenter les salaires

Dans une lettre adressée à la ministre Borne, les fédérations de l'Education nationale ont exprimé leur refus de la pseudo « revalorisation » Macron-Ndiaye : *« L'enveloppe prévue pour la partie socle est insuffisante et ne permet pas de rattraper les pertes de 15 à 25 % de pouvoir d'achat de ces dernières années. (...) ». « Quant au pacte, nous réfutons le terme de revalorisation pour cet instrument qui ne répond en rien aux attentes des collègues. Loin de contribuer à la revalorisation attendue par toutes et tous, il va conduire à un alourdissement de la charge de travail des personnels (...) »*

Macron dit vouloir agir avec les syndicats : pour qui se prend-il ?

Il a refusé de recevoir nos organisations syndicales quand nous le lui avons demandé et maintenant nous devrions l'aider à mettre en place sa réforme et toutes celles qui devraient suivre ! Nous le disons clairement, il ne peut être question d'accepter ni sa réforme des retraites, ni l'ensemble de ses projets rétrogrades !

Pas question de pactiser avec Macron et le gouvernement !

L'intersyndicale a refusé de se rendre au rendez-vous proposé par le président de la République.

De même, les fédérations de l'Education nationale refusent de "tourner la page" en discutant avec l'exécutif d'autres sujets que le recul de l'âge de la retraite à 64 ans et l'allongement des durées de cotisation. Concernant le « pacte » et la voie professionnelle, « *qu'il ne compte pas sur nous pour l'aider à "passer à autre chose" en venant discuter de ses réformes !* » préviennent la FNEC FP-FO, la FSU, l'UNSA Education, la CGT Educ'action, le sgen-CFDT, le SNALC et Sud Education.

Suppression de la technologie, réforme Blanquer du bac qui détruit le lycée, suppressions de postes et de classes par centaines, et toujours moins de candidats aux concours de recrutement : voilà la réalité des politiques menées par Macron et ses ministres. Et il faudrait les aider à aller au bout de la destruction ?

Pour nos retraites et toutes les revendications : on continue !

La FNEC FP-FO invite les personnels à se réunir, à relier l'exigence de retrait de la réforme des retraites à l'ensemble des revendications, à l'image du rassemblement appelé par les syndicats de la région parisienne devant le ministère de l'Education nationale ce mercredi 19 avril.

Avec l'intersyndicale interprofessionnelle, avec sa Confédération, la FNEC FP-FO appelle à poursuivre les assemblées générales, les grèves, à participer à toutes formes de blocages et de manifestations possibles et à faire du 1er mai une journée de mobilisation historique pour mettre en échec la réforme Macron-Borne et stopper la casse de l'Ecole publique.

